



# Le Classement Doing Business de l'Algérie Comment l'Améliorer ?



Déjeuner-débat du think-tank "Défendre l'Entreprise"  
Le Tantra – 1<sup>er</sup> décembre 2011



Par M<sup>ed</sup>-Cherif Belmihoub



## LE “DOING BUSINESS” MESURE L’ÉVOLUTION QUALITATIVE DU CADRE RÉGLEMENTAIRE D’UNE ÉCONOMIE

---

Le rapport annuel Doing Business utilise 11 indicateurs quantitatifs en prenant comme cadre référentiel le cycle de vie d’une entreprise locale ; dont 9 permettent de faire des comparaisons internationales

Il ne donne pas une évaluation de la performance d’une économie

Il n’est pas non plus un baromètre du climat d’affaires dans un pays



## LES NEUF INDICATEURS SONT TOUS ORIENTÉS SUR LE CADRE RÉGLEMENTAIRE

---

1. Création d'entreprise
2. Obtention des permis de construire
3. Transfert de propriété
4. Obtention de prêts
5. Protection des investisseurs
6. Paiement des taxes et impôts
7. Commerce transfrontalier
8. Exécution des contrats
9. Fermeture des entreprises

La réglementation sur l'embauche et l'accès à l'électricité sont examinés par le rapport DB mais ne sont pas pris en compte dans le classement



## LE RAPPORT DOING BUSINESS EST ÉTABLI À PARTIR DES DONNÉES RECUEILLIES AUPRÈS DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL DE L'ENTREPRISE

---

Annuellement, la Banque mondiale et la SFI recueillent des données auprès des professionnels qui travaillent avec l'entreprise : avocats, agences, cabinets de consultants, experts comptables et commissaires aux comptes, notaires...

Alors que les rapports sur le climat d'affaires sont documentés essentiellement par des sondages-enquêtes de perception auprès des entrepreneurs eux-mêmes



## LES INDICATEURS SONT ÉVALUÉS PAR DES PARAMÈTRES STRICTEMENT QUANTITATIFS

---

Par exemple : nombre de procédures pour un enregistrement, nombre de jours d'attente pour l'obtention d'un permis, coût d'un acte administratif ou judiciaire

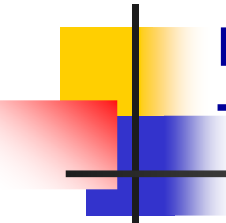
Ce qui permet de faire des comparaisons internationales

Il y a bien entendu des limites à ce classement. Le rapport Doing Business « *ne couvre pas tous les facteurs pertinents pour les entreprises.....le rapport ne prend pas en compte la situation macroéconomique, l'infrastructure, la main d'œuvre qualifiée ou encore la réglementation du marché ou la solidité des systèmes financiers ....*»

## LE CLASSEMENT DE L'ALGÉRIE DANS LE DOING BUSINESS N'A FAIT QUE SE DÉGRADER AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES



Sur le classement de 183 pays, l'Algérie a rétrogradé de **14** positions en trois années

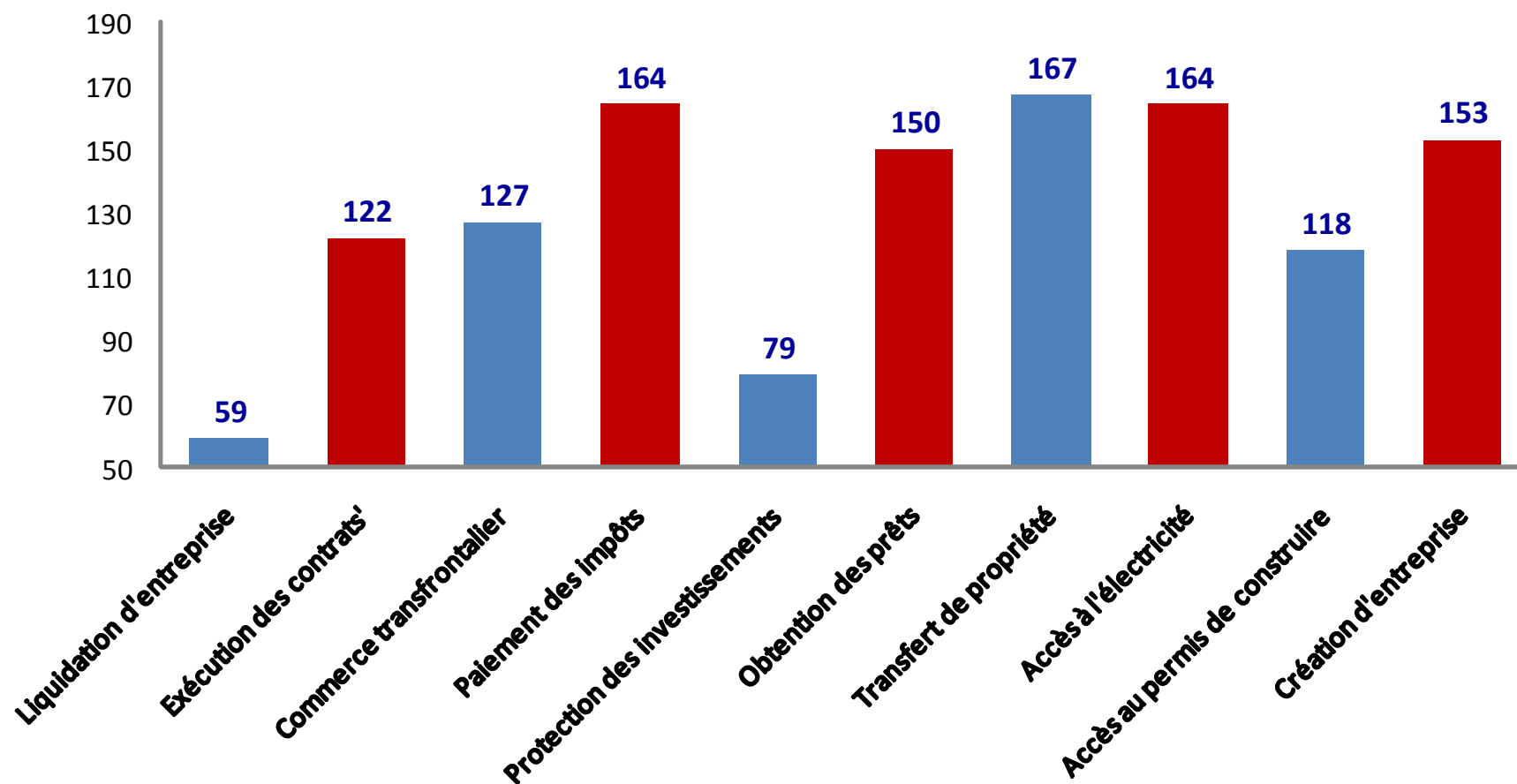


## **NON SEULEMENT LE CLASSEMENT GÉNÉRAL EST DÉFAVORABLE À L'ALGÉRIE, MAIS LES INDICATEURS THÉMATIQUES NE S'AMÉLIORENT PAS MÊME DANS L'ABSOLU**

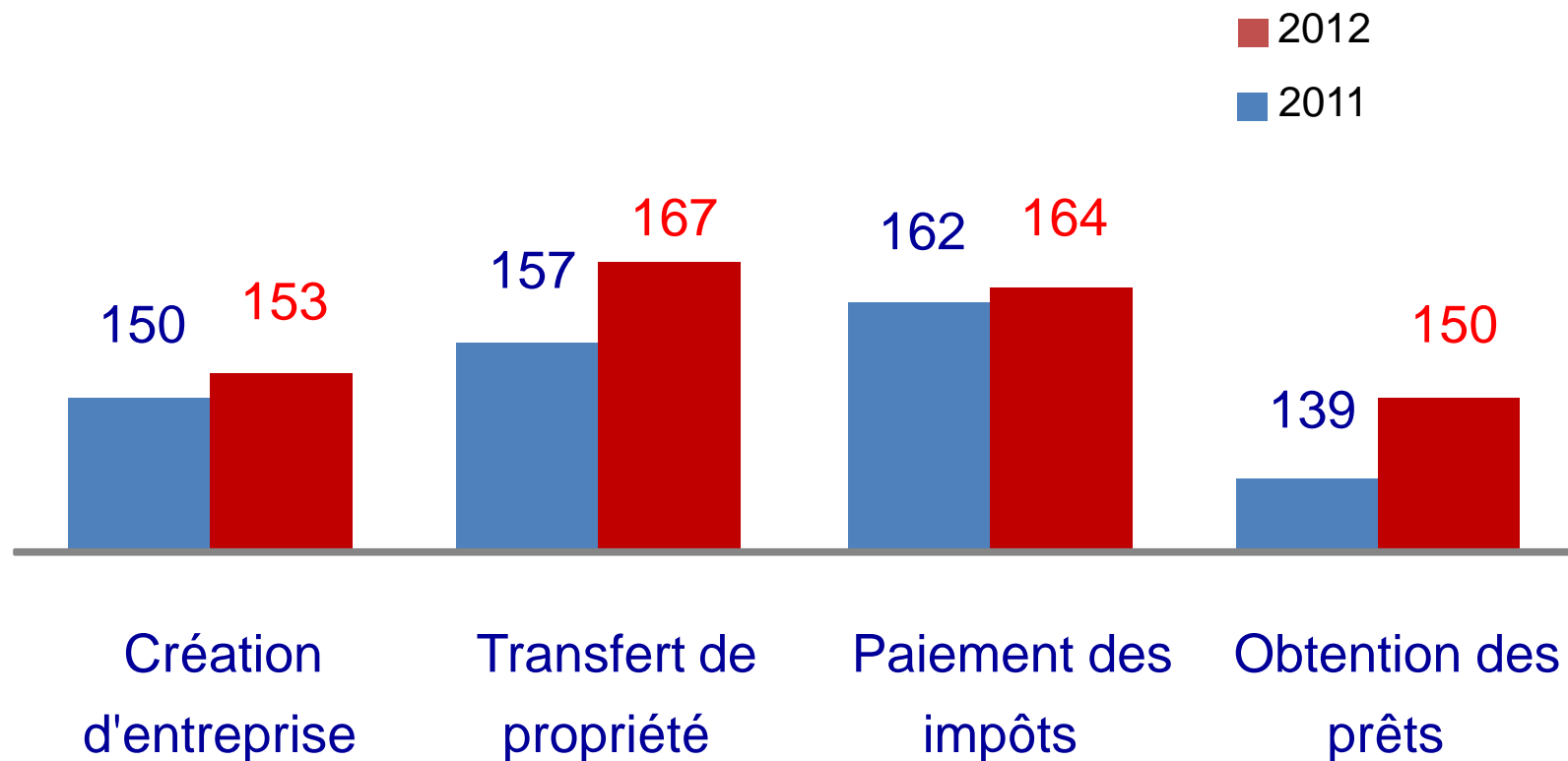
Car le classement général est une sorte de compétition. C'est-à-dire, même si un ou plusieurs paramètres s'améliorent, le classement général peut ne pas s'améliorer si d'autres pays ont fait mieux.

Généralement, avec une amélioration significative dans au moins un indicateur DB, le classement général sera impacté ; par contre, le statu quo en termes d'amélioration du cadre réglementaire fait reculer le pays dans le classement général.

## DANS LE RAPPORT 2012, LA PLUPART DES CLASSEMENTS DE L'ALGÉRIE SONT SUPÉRIEURS À LA 120<sup>ÈME</sup> POSITION




## AU COURS DES DEUX DERNIÈRES ANNÉES, AUCUN INDICATEUR NE S'EST AMÉLIORÉ EN ALGÉRIE

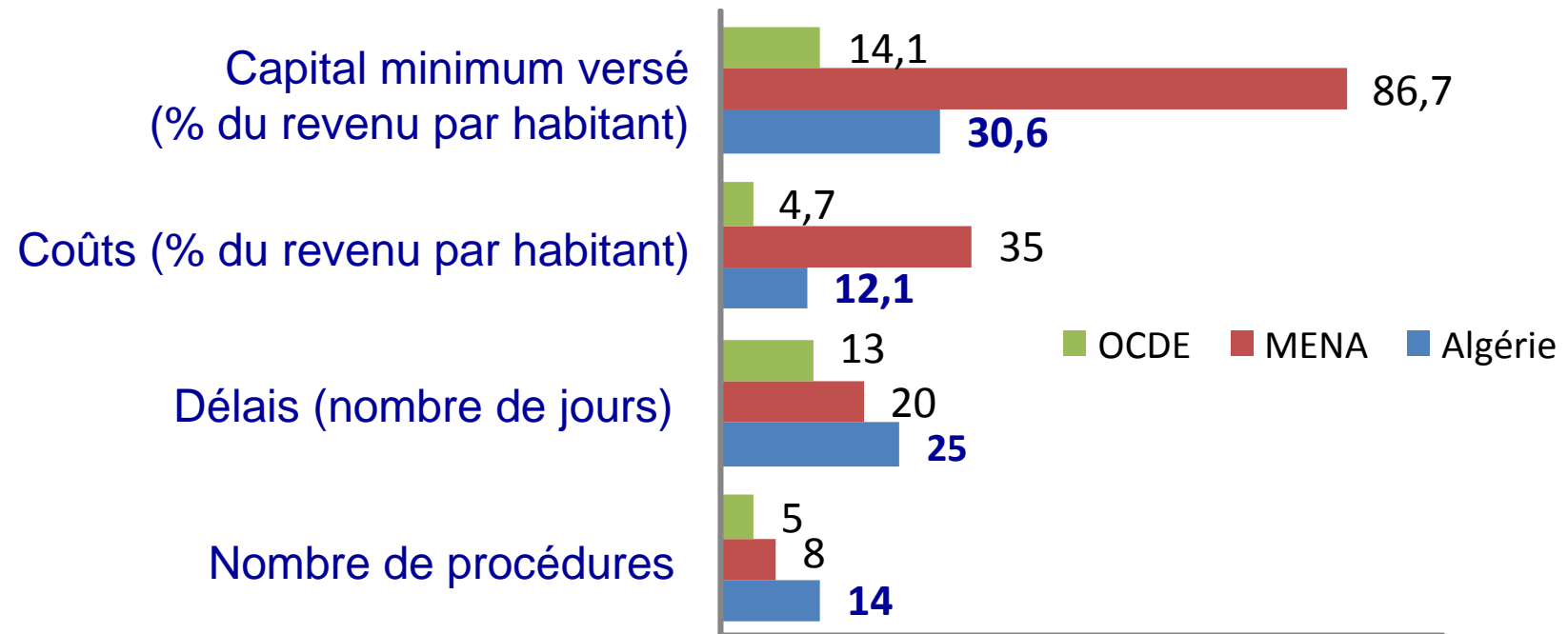




## L'ALGÉRIE EST TRÈS MAL CLASSÉE MÊME DANS SA RÉGION, MENA (Moyen-Orient & Afrique du Nord)

Pays	Rang
Arabie saoudite	1
EAU	2
Qatar	3
Tunisie	5
Maroc	8
Jordanie	9
Yémen	10
Égypte	12
 <b>Algérie</b>	<b>16</b>
Iraq	17
Djibouti	18

## DANS LA CRÉATION D'ENTREPRISE, LE NOMBRE DE PROCÉDURES ET LES DÉLAIS DE CRÉATION PÉNALISENT L'ALGÉRIE





## CONCERNANT LE PERMIS DE CONSTRUIRE, L'ALGÉRIE N'A FAIT AUCUN PROGRÈS DURANT LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES

	Classement	Procédures (nombre)	Délais (jours)	Coûts (% du revenu par Hb.
DB 2010	-----	19	281	23.4
DB 2011	<b>117</b>	19	281	26.0
DB 2012	<b>118</b>	19	281	23.1



## L'ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ POUR LES ENTREPRISES EST UN AUTRE HANDICAP EN ALGÉRIE

---

	Procédures (nbre)	Délais (jours)	Coûts (%du rev. /hab)
DB 2010	6	159	1 596
DB 2011	6	159	1 774
DB 2012	6	159	1 579



## LE COMMERCE TRANSFRONTALIER EST UN AUTRE INDICATEUR OÙ L'ENVIRONNEMENT DE L'ENTREPRISE ALGÉRIENNE EST TOUJOURS PEU PERFORMANT

	Doc. Export	Délai exp (jours)	Coût /exp. (\$/conteneur)	Doc. Import	Délai impor	Coût import
DB 2010	8	17	1 248	9	23	1 318
DB 2011	8	17	1 248	9	23	1 318
DB 2012	8	17	1 248	9	27	1 318



## LE PAIEMENT DES IMPÔTS RECÈLE AUSSI DE GRAVES INSUFFISANCES ET N'A CONNU AUCUNE AMÉLIORATION DURANT LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES

	Facilité de faire des affaires	Paiements (nombre par année)	Délais (heures par année)	Total à payer (% du bénéfice brut)
DB 2010	-----	29	451	72.0
DB 2011	162	29	451	72.0
DB 2012	164	29	451	72.0



**C'EST L'ABSENCE DE RÉFORMES DE FOND QUI EST LA  
CAUSE DU FAIBLE CLASSEMENT DE L'ALGÉRIE DANS LE  
DOING BUSINESS**

---

**Au-delà du rang occupé par l'Algérie  
dans le classement général et dans le  
classement par domaines de  
réglementation, c'est l'immobilisme  
constaté qui est le plus préoccupant !**



## LE CAS DES PAYS DE L'EST ET DE L'ASIE CENTRALE MONTRE QUE DES PROGRÈS RAPIDES PEUVENT ÊTRE ATTEINTS SI LA VOLONTÉ POLITIQUE EST PRÉSENTE

---

Plus de 80 % de ces pays ont réformé au moins une fois leur réglementation des affaires

Ce qui explique leur progression dans le classement général.

Cas exemplaires :

1. Géorgie : **128<sup>ème</sup>** en 2003, **16<sup>ème</sup>** en 2011
2. République de Macédoine : **69<sup>ème</sup>** en 2009 à **22<sup>ème</sup>** en 2012
3. Kazakhstan : **64<sup>ème</sup>** en 2009 à **47<sup>ème</sup>** en 2012



## LES EXEMPLES DE RÉUSSITE SONT AUSSI DUS À LA MISE EN ŒUVRE DE BONNES PRATIQUES

---

- Généraliser le “guichet unique”
- Mettre les procédures en ligne
- Utiliser une base de données électroniques pour les hypothèques
- Permettre l’autoévaluation (paiement des impôts)
- Utiliser les systèmes électroniques d’échange de données (commerce extérieur)
- Publier les jugements (exécution des contrats)
- Disposer de tribunaux avec des juges commerciaux spécialisés



## **LE DOING BUSINESS EST UN EXCELLENT EXERCICE DE COMPARAISON DES ÉCONOMIES**

---

Il permet aux pouvoirs publics de tirer des leçons des expériences des pays qui ont introduit des réformes

C'est un excellent outil pour l'organisation de débats économiques sur le développement des entreprises

Il permet de de s'évaluer et de rester vigilant sur l'évolution du cadre réglementaire...

... Car plus une économie tarde à introduire des réformes significatives, plus il lui sera difficile de rattraper les économies réformatrices.



## LES POUVOIRS PUBLICS PEUVENT TIRER DEUX AVANTAGES MAJEURES DU DOING BUSINESS POUR CONDUIRE DES RÉFORMES

---

- I. Identifier les problèmes potentiels (dans l'absolu ou relatif)
- II. Tirer des enseignements et s'inspirer des bonnes pratiques dans le monde

Ex. l'Arabie-Saoudite a utilisé le droit des sociétés en France pour réviser sa propre législation

*« Ce n'est pas comme faire des gâteaux où vous suivez la recette. Non. Nous sommes tous différents. Mais nous pouvons prendre certaines choses, certaines leçons et appliquer ces leçons et voir comment elles fonctionnent dans notre environnement ».*



## **LES PAYS QUI UTILISENT LES INDICATEURS DOING BUSINESS POUR ENGAGER DES RÉFORMES METTENT GÉNÉRALEMENT EN PLACE DES ORGANISATIONS AD HOC**

---

Ce sont souvent des organisations dédiées ou paritaires :

- Comités des réformes administratives directement rattachés au Chef de l'Etat ou du gouvernement
- Comités interministériels
- Ou Forum économique (CEAP: org. Coop. Eco. Asie-Pacifique).

Le Patronat est généralement associé à ces organisations



## **POURQUOI L'ALGÉRIE EST-ELLE SI MAL CLASSÉE DANS DOING BUSINESS... ?**

---

Tous les indicateurs sont mauvais dans l'absolu et par comparaison avec les pays similaires (revenu, région, taille...) :

- ❑ Les réformes administratives tardent à se mettre en place
- ❑ Là où des textes réglementaires existent, leur application est souvent laissée à la discrétion du fonctionnaire : registre de commerce, douanes, impôts, enregistrement....(ex. décret 1988 sur la relation Administration/administrés.....)
- ❑ Absence d'instance de coordination (pas de comité interministériel de réformes administratives, ) : un comité ad hoc issu de la tripartite a été installé en février 2011 et devait fournir un rapport en septembre 2011 sur l'état du climat d'affaires en Algérie )



## ... POURQUOI L'ALGÉRIE EST-ELLE SI MAL CLASSÉE DANS DOING BUSINESS ?

---

- Absence d'évaluation même lorsqu'une mesure est introduite
- L'utilisation de la loi de finances complémentaire comme cadre juridique d'introduction de mesures ("cavaliers budgétaires") n'est pas très appropriée; souvent ces mesures se suffisent d'un dispositif réglementaire et non législatif (décret, arrêtés interministériels, arrêtés...)



## QU'EST-CE QUI PEUT ÊTRE FAIT EN ALGÉRIE ?

---

Mettre en place un cadre de travail chargé de l'observation et du suivi des indicateurs du cadre réglementaire

En y impliquant plusieurs parties prenantes : associations patronales, think-tanks, Def. Ent, Administration

C'est à partir de ce cadre de travail que devraient émaner des propositions de réformes dont la préparation devrait impliquer les associations patronales aux côtés du gouvernement